

**Eléments de correction E.C.C. n°6**

✍ 1) P.I.B. en valeur et P.I.B. réel sont synonymes.  Faux

Cour-no-va (non déflaté) versus Con-ré-vol

✍ 2) Toutes les organisations non-marchandes produisent dans un but non-lucratif.  Vrai

(en revanche toutes les organisations marchandes ne produisent pas dans un but lucratif : les mutuelles et coopératives)

✍ 3) Valeur ajoutée et capital fixe sont synonymes.  Faux

✍ 4) Le P.I.B. est la somme des valeurs ajoutées des entreprises sur un territoire pendant 1 an.  Faux

Pas seulement des entreprises mais aussi des autres organisations productives : APU, associations

✍ 5) Les A.P.U. et les associations produisent essentiellement des services.  Vrai

✍ 6) Les facteurs qui influencent le partage de la valeur ajoutée sont (plusieurs réponses) (toutes les réponses : /1, -0,25 par erreur ou manque) :

- l'investissement
- la consommation
- le taux de croissance du PIB
- l'autofinancement
- le taux de chômage
- l'épargne
- les politiques économiques

✍ 7) Comment calcule-t-on l'E.B.E. ? (/1)

V.A. – salaires – cotisations sociales – impôts + subventions (- amortissement seulement pour excédent net d'exploitation)

✍ 8) Comparez salaire et profit (/1) :

Point(s) commun(s) : sont tous les 2 des rémunérations issues du partage de la VA

Différence(s) : les salaires rémunèrent le travail, le profit le capital

✍ 9) Cochez : (/2, -0,5 par erreur ou non réponse)

|                              | Type d'activité |               | Propriété des moyens de production |          | Finalité principale de l'activité |               |
|------------------------------|-----------------|---------------|------------------------------------|----------|-----------------------------------|---------------|
|                              | Marchande       | Non-marchande | Privée                             | Publique | Lucrative                         | Non-lucrative |
| Téléthon                     |                 | ✓             | ✓                                  |          |                                   | ✓             |
| Peugeot                      | ✓               |               | ✓                                  |          | ✓                                 |               |
| La Poste                     | ✓               |               |                                    | ✓        | ✓                                 | ✓             |
| M.A.A.F.<br>(Mutuelle santé) | ✓               |               | ✓                                  |          |                                   | ✓             |
| Lycée Fustel                 |                 | ✓             |                                    | ✓        |                                   | ✓             |

✍ 11) Montrez que le partage de la valeur ajoutée est, intrinsèquement (par essence), conflictuel. (/2)

Les destinataires du partage de la VA sont les salariés (salaires), les apporteurs de capitaux (EBE) et l'Etat (impôts). Dans la mesure où la part de l'un s'accroît, c'est forcément au détriment d'un ou des 2 autres. Si l'on exclue les impôts, le partage de VA approche 2/3 pour les salariés et 1/3 pour l'EBE. Si la part de l'EBE s'accroît c'est donc forcément au détriment de la part des salaires et réciproquement. Cela explique pourquoi le partage de la VA est intrinsèquement conflictuel même si dans les faits, le conflit peut être latent en ne donnant pas lieu à des événements, discours ou sentiments visibles.

✍ 12) Quels sont les risques économiques d'une part trop importante du profit dans le partage de la V.A. ? (/2)

Si la part du profit est trop faible, les entreprises risquent de ne pas avoir assez d'épargne (bénéfice en réserve) pour financer leurs investissements (modernisation, innovation, accroissement des capacités) et donc perdre en compétitivité par rapport aux entreprises concurrentes des autres pays (mais de hauts profits ne garantissent pas automatiquement un fort investissement, les entreprises pouvant préférer se désendetter ou placer leur épargne si les perspectives de vente sont incertaines).

✍ 13) Pourquoi l'Etat est-il bénéficiaire du partage de la valeur ajoutée ? (/2)

Car il est un acteur indirect mais indispensable de la production de richesses par les infrastructures (transport et télécommunication notamment), le droit, la sécurité, la main-d'œuvre qualifiée et soignée qu'il « met à disposition » des entreprises pour produire des richesses.

✍ 14) Après avoir rappelé ce qui se passe en France en 1982-1983 en matière de politique économique, vous expliquerez quelles en sont les conséquences sur le partage de la V.A. (/2)

Alors que le socialiste François Mitterrand est au pouvoir depuis 1981 et que son gouvernement mène une politique de relance qui échoue globalement (creuse les déficits du commerce extérieur et du budget sans relance suffisante de la production et de l'emploi national), fin 1982, le gouvernement inverse sa politique économique en instaurant une politique de rigueur (nommée politique de désinflation compétitive) pour juguler l'inflation alors à 2 chiffres et restaurer les profits des entreprises dans le partage de la VA afin de leur donner les moyens d'investir pour être plus compétitives. Cette politique va très vite réduire l'inflation et faire reculer notablement et pour longtemps la part des salaires dans le partage de la VA (sans que les effets sur la compétitivité de l'appareil productif français ne soient au rendez-vous).

✍ 15) Pourquoi le P.I.B. se calcule en additionnant les valeurs ajoutées et non les chiffres d'affaires ? (/2)

Si l'on additionnait les chiffres d'affaires, dans la mesure où les entreprises ne produisent pas elles-mêmes tout ce qu'elles vendent mais achètent à d'autres des biens qu'elles transforment lors de la production (matières premières, des pièces et matériaux - les consommations intermédiaires), alors on obtiendrait un PIB très sur-évalué puisque beaucoup de richesses produites seraient comptées plusieurs fois, autant de fois qu'elles ont été vendues/achetées entre entreprises (fournisseurs / acheteurs) : par exemple, un éleveur vend son lait à une coopérative qui le pasteurise, elle-même vend le lait pasteurisé à une industrie de fromages, elle-même vend le fromage aux grossistes qui eux-mêmes vendent aux supermarchés et fournisseurs de restaurant, qui eux-mêmes vendent le fromage aux ménages. Pour éviter ce multiple comptage des intrants dans la production de chacune de ces entreprises, on additionne les VA pour calculer le PIB, la valeur ajoutée résultant de la soustraction des consommations intermédiaires aux chiffre d'affaires.